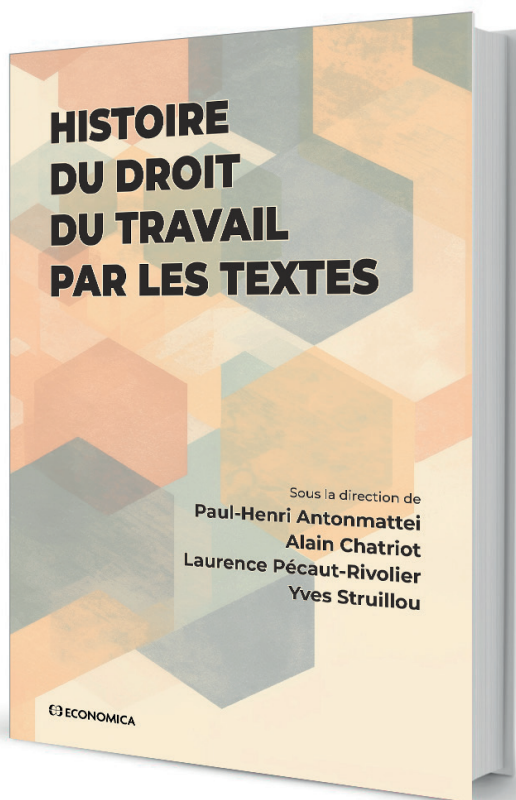


Sous la direction de

**Paul-Henri Antonmattei – Alain Chatriot,
Laurence Pécaut-Rivolier – Yves Struillou**

HISTOIRE DU DROIT DU TRAVAIL PAR LES TEXTES



Aucun livre, à ce jour, ne propose une démarche associant histoire et droit seule de nature à répondre à ce besoin de compréhension des textes qui jalonnent le droit du travail en France depuis 1789. Faute d'un tel outil, non seulement la perplexité succède au questionnement mais une méprise est toujours possible. Ainsi en est-il de la réglementation de la durée légale du travail dont la portée a évolué depuis 1936 à la suite des lois successives qui l'ont déconnectée de la notion de durée du travail, elle-même substantiellement transformée.

Cet ouvrage, dont la réalisation a été dirigée par un «quatuor» composé de Paul-Henri Antonmattei, Alain Chatriot, Laurence Pécaut-Rivolier et Yves Struillou, rassemble les commentaires de 41 auteurs – professeurs, historiens, juristes, magistrats, fonctionnaires – qui permettent de saisir les enjeux de chacun des 55 textes retenus.

À chaque commentaire sont associées la reproduction, totale ou partielle, du texte lui-même ainsi qu'une sélection de références bibliographiques. L'ouvrage propose quatre index (noms, textes cités, décisions de justice et thèmes abordés) permettant au lecteur, en fonction de son centre d'intérêt, de trouver le ou les commentaires pertinents.

Retrouvez le livre sur
www.economica.fr



HISTOIRE DU DROIT DU TRAVAIL PAR LES TEXTES

ISBN 978-2-7178-7299-6

89 €

SOMMAIRE

Présentation et introduction

Liste des auteurs des commentaires

Numérotation des textes et des commentaires

Textes et commentaire n° 1

Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789
Décret du 2 mars et loi du 17 mars 1791 (« Décret d'Allarde »)
Décret du 14 juin et loi du 17 juin 1791 (« Loi Le Chapelier »)
Loi du 22 germinal an XI (12 avril 1803) relative aux manufactures, fabriques et ateliers
Code civil (loi du 30 ventôse an XII-21 mars 1804)
Commentaire par [Alain Chatriot](#) et [Yves Struillou](#)

Texte et commentaire n° 2

Loi du 18 mars 1806 établissant un Conseil de prud'hommes à Lyon
Commentaire par [Alexis Bugada](#)

Texte et commentaire n° 3

Loi du 22 mars 1841 relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers
Commentaire par [Claire Lemercier](#)

Textes et commentaire n° 4

Décret du 28 février 1848 rendu par le gouvernement provisoire au lendemain de la proclamation de la République
Décret du 2 mars 1848 relatif à la fixation de la durée du travail et à l'interdiction du marchandage
Arrêté du 22 mars 1848 relatif à la répression de l'exploitation de l'ouvrier par voie de marchandage
Premier projet de Constitution présenté le 19 juin 1848
Décret du 9 septembre 1848 relatif aux horaires de travail dans les manufactures et mines
Article VIII du Préambule de la Constitution du 4 novembre 1848 et article 13 de la Constitution
Commentaire par [Stephen W. Sawyer](#)

Texte et commentaire n° 5

Arrêt du 14 février 1866 de la Cour de cassation dit des « Sabots »
Commentaire par [Claire Lemercier](#)

Textes et commentaire n° 6

Loi du 25 mai 1864 – Abrogation des articles 414, 415 et 416 du code pénal : suppression du délit de coalition
Loi du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels
Commentaire par [Alain Chatriot](#)

Texte et commentaire n° 7

Loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs
Commentaire par [Marion Fontaine](#)

Texte et commentaire n° 8

Loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels
Commentaire par [Claire Lemercier](#)

Texte et commentaire n° 9

Loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail
Commentaire par [Morane Keim-Bagot](#)

Texte et commentaire n° 10

Loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et des ouvriers
Commentaire par [Hubert Rose](#)

Texte et commentaire n° 11

« La Charte d'Amiens » 13 octobre 1906
Commentaire par [Gilles Candar](#)

Texte et commentaire n° 12

Décret du 25 octobre 1906 ayant pour objet la création du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale
Commentaire par [Odile Join-Lambert](#)

Texte et commentaire n° 13

Loi du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes
Commentaire par [Gilles Candar](#)

Texte et commentaire n° 14

Loi du 28 décembre 1910 portant codification des lois ouvrières (Livre I^{er} du code du travail et de la prévoyance sociale)
Commentaire par [Alain Chatriot](#)

Texte et commentaire n° 15

Loi du 10 juillet 1915 portant modification des titres III et V du livre I^{er} du code du travail et de la prévoyance sociale (salaire des ouvrières à domicile dans l'industrie du vêtement)
Commentaire par [Claire Lemercier](#)

Texte et commentaire n° 16

Partie XIII du traité de Versailles signé le 28 juin 1919 – Convention n° 1 de l'Organisation internationale du travail sur la durée du travail
Commentaire par [Adeline Blaszkiewicz-Maison](#)

Texte et commentaire n° 17

Loi du 25 octobre 1919 étendant aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail
Commentaire par [Paul-André Rosental](#)

Texte et commentaire n° 18

Décret du 16 janvier 1925 portant constitution d'un Conseil national économique
Commentaire par [Alain Chatriot](#)

Texte et commentaire n° 19

Loi du 19 juillet 1928 modifiant l'article 23 du livre I^{er} du code du travail
Commentaire par [Pierre Bailly](#)

Texte et commentaire n° 20

Les accords Matignon du 7 juin 1936
Commentaire par [Alain Chatriot](#)

Texte et commentaire n° 21

Loi du 20 juin 1936 instituant un congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture
Commentaire par [Philippe Flores](#)

Texte et commentaire n° 22

Loi du 24 juin 1936 modifiant et complétant le chapitre IV « bis » du titre II du livre I^{er} du code du travail : « De la convention collective de travail »
Commentaire par [Alain Chatriot](#)

Textes et commentaire n° 23

Loi du 26 juin 1936 instituant la semaine de quarante heures dans les établissements industriels et commerciaux et fixant la durée du travail dans les mines souterraines
Décret du 27 octobre 1936 déterminant les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 en ce qui concerne la durée du travail dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux
Commentaire par [Alain Chatriot](#)

Textes et commentaire n° 24

« 1938 »

Décret du 13 janvier 1938 portant réorganisation du Conseil d'État et modification de l'effectif des membres du Conseil d'État

Décret du 13 janvier 1938 modifiant le décret du 2 août 1879 portant règlement intérieur du Conseil d'État

Droit social

Décret du 17 juin 1938 relatif à l'organisation de la Cour de cassation

Premier éditorial de la revue

Loi du 4 mars 1938 sur les procédures de conciliation et d'arbitrage

Commentaire par [Frédéric Géa](#)

Texte et commentaire n° 25

Loi du 4 octobre 1941 relative à l'organisation sociale des professions

« La Charte du travail »

Commentaire par [Jean-Pierre Le Crom](#)

Texte et commentaire n° 26

Déclaration des buts et objectifs de l'Organisation internationale du travail adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail réunie à Philadelphie en sa 26^e session et adoptée le 10 mai 1944 (Déclaration de Philadelphie)

Commentaire par [Anaëlle Donnette](#)

Texte et commentaire n° 27

Ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprise

Commentaire par [Jean-Pierre Le Crom](#)

Texte et commentaire n° 28

Loi n° 46-730 du 16 avril 1946 fixant le statut des délégués du personnel dans les entreprises

Commentaire par [Bernard Gauriau](#)

Texte et commentaire n° 29

Santé au travail

Loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail

Décret n° 47-1430 du 1^{er} août 1947 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne l'institution de comités d'hygiène et de sécurité dans les établissements soumis aux dispositions du chapitre 1^{er} du titre II du livre II du code du travail

Arrêté du 9 août 1947 relatif à l'institution d'un organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics

Commentaire par [Yves Struillou](#)

Texte et commentaire n° 30

Loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires

Commentaire par [Fabrice Melleray](#)

Texte et commentaire n° 31

Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

Commentaire par [Pierre-Yves Verkindt](#)

Texte et commentaire n° 32

Convention n° 81 sur l'inspection du travail concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée par la conférence internationale du travail dans sa 30^e session tenue à Genève du 19 juin au 11 juillet 1947

Commentaire par [Natan Elkin](#) et [Yves Struillou](#)

Texte et commentaire n° 33

Arrêté du 12 mai 1959 portant agrément de la convention nationale du 31 décembre 1958 créant un régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce et des textes qui lui sont annexés

Commentaire par [Jean-Paul Domergue](#)

Texte et commentaire n° 34

Ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises

Commentaire par [Paul-Henri Antonmattei](#)

Textes et commentaire n° 35

Projet de protocole d'accord de Grenelle et Loi n° 68-1179 du 27 décembre 1968 relative à l'exercice du droit syndical dans les entreprises

Commentaire par [Yves Struillou](#)

Texte et commentaire n° 36

Loi n° 70-7 du 2 janvier 1970 portant réforme du salaire minimum garanti et création d'un salaire minimum de croissance

Commentaire par [Paul-André Rosental](#)

Texte et commentaire n° 37

Loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente

Commentaire par [Yannick Pagnette](#)

Texte et commentaire n° 38

Loi n° 73-680 du 13 juillet 1973 modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée

Commentaire par [Christophe Radé](#)

Textes et commentaire n° 39

Accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 sur la mensualisation

Loi n° 78-49 du 19 janvier 1978 relative à la mensualisation et à la procédure conventionnelle

Commentaire par [Christophe Mariano](#)

Textes et commentaire n° 40

Ordonnance n° 82-41 du 16 janvier 1982 relative à la durée du travail et aux congés payés

Loi n° 82-957 du 13 novembre 1982 relative à la négociation collective et au règlement des conflits collectifs de travail

Commentaire par [Michel Morand](#)

Texte et commentaire n° 41

Loi n° 82-689 du 4 août 1982 relative aux libertés des travailleurs dans l'entreprise

Commentaire par [Matthieu Tracol](#) et [Yves Struillou](#)

Texte et commentaire n° 42

Arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 25 juillet 1991, Aff. C-345-89 : Égalité de traitement entre hommes et femmes – Interdiction législative du travail de nuit des femmes

Commentaire par [Hubert Rose](#) et [Catherine Vincent](#)

Texte et commentaire n° 43

Loi n° 92-1446 du 31 décembre 1992 relative à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance-chômage : protection des libertés individuelles

Commentaire par [Jean-Yves Frouin](#)

Texte et commentaire n° 44

Chambre sociale de la Cour de cassation – Arrêt Ponsolle du 29 octobre 1996 – Du principe « à travail égal salaire égal » au principe de l'égalité de traitement

Commentaire par [Jean-Yves Frouin](#)

Texte et commentaire n° 45

Chambre sociale de la Cour de cassation – Arrêt Société des grands magasins la Samaritaine du 13 février 1997 : nullité du plan social

Commentaire par [Lucas Bento de Carvalho](#)

Textes et commentaire n° 46

Lois « Aubry » des 13 juin 1998 et 19 janvier 2000 relatives à la réduction du temps de travail

Commentaire par [Hubert Rose](#)

Texte et commentaire n° 47

Chambre sociale de la Cour de cassation – Arrêt du 26 avril 2000 – Régime de la preuve de la discrimination

Commentaire par [Françoise Favennec-Héry](#)

Texte et commentaire n° 48

Loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale – protection de la santé mentale du salarié et protection contre le harcèlement

Commentaire par [Hervé Lanouzière](#)

Textes et commentaire n° 49

Décision n° 2004-494 DC du 29 avril 2004 portant sur la loi relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social Article L. 1 du code du travail introduit par la loi n° 2007-130 du 31 janvier 2007 de modernisation du dialogue social

Commentaire par [Olivier Dutheil de Lamothe](#)

Texte et commentaire n° 50

Position commune du 9 avril 2008 sur la représentativité, le développement du dialogue social et le financement du syndicalisme

Commentaire par [Paul-Henri Antonmattei](#), [Alain Chatriot](#), [Laurence Pécaut-Rivolier](#) et [Yves Struillou](#)

Texte et commentaire n° 51

Article 1^{er} de la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail

Commentaire par [Gérard Couturier](#)

Texte et commentaire n° 52

Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels – La clause de neutralité dans le règlement intérieur

Commentaire par [Jean-Emmanuel Ray](#)

Texte et commentaire n° 53

Ordonnance n° 2017-1385 du 22 septembre 2017 relative au renforcement de la négociation collective

Commentaire par [Grégoire Loiseau](#)

Texte et commentaire n° 54

Ordonnance n° 2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise et favorisant l'exercice et la valorisation des responsabilités syndicales

Commentaire par [Pascal Lokiec](#)

Texte et commentaire n° 55

Article 169-I de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) complétant l'article 1833 du code civil

Commentaire par [Arnaud Martinon](#)

Texte et commentaire n° 56

Chambre sociale de la Cour de cassation – Arrêt du 4 mars 2020 – « Uber »

Commentaire par [Florence Bergeron](#)

Texte et commentaire n° 57

Chambre sociale de la Cour de cassation – Arrêt du 30 septembre 2020 – « Facebook »

Commentaire par [Laurence Pécaut-Rivolier](#)

Liste des abréviations et des sigles

Index des noms mentionnés dans les commentaires

Index chronologique des textes mentionnés dans les commentaires

Index chronologique des arrêts mentionnés dans les commentaires

Index thématique des commentaires

LES AUTEURS DES COMMENTAIRES

Paul-Henri Antonmattei, commentaires n° 34 et 50

Professeur à l'Université de Montpellier ; Doyen honoraire de la Faculté de droit et de Science politique de Montpellier ; École de droit social de Montpellier

Pierre Bailly, commentaire n° 19

Conseiller-doyen honoraire de la Cour de cassation

Lucas Bento de Carvalho, commentaire n° 45

Professeur à l'Université de Montpellier ; École de droit social de Montpellier

Florence Bergeron, commentaire n° 56

Professeur à l'Université de Montpellier ; Directrice de l'École de droit social

Adeline Blaszkiewicz-Maison, commentaire n° 16

Maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Alexis Bugada, commentaire n° 2

Professeur à l'Université d'Aix-Marseille, Centre de droit social UR 901

Gilles Candar, commentaires n° 11 et 13

Docteur en histoire, professeur honoraire en classes préparatoires ; Président de la Société d'études jaurésienne

Alain Chatriot, commentaires n° 1, 6, 14, 18, 20, 22, 23 et 50

Professeur des universités en histoire contemporaine ; Centre d'histoire de Sciences Po

Gérard Couturier, commentaire n° 51

Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jean-Paul Domergue, commentaire n° 33

Ancien Directeur des affaires juridiques de l'Unédic

Anaëlle Donnette, commentaire n° 26

Maître de Conférences à l'Université de Montpellier ; École de droit social de Montpellier

Olivier Dutheil de Lamothe, commentaire n° 49

Président de section honoraire au Conseil d'État ; Ancien membre du Conseil constitutionnel ; Avocat, Associé, CMS Francis Lefebvre

Natan Elkin, commentaire n° 32

Professeur invité à l'Université Jaume I, Castellón ; Ancien Haut Fonctionnaire au Département des normes internationales du travail (BIT)

Françoise Favennec-Héry, commentaire n° 47

Professeur émérite à l'Université Panthéon-Assas

Philippe Flores, commentaire n° 21

Conseiller à la chambre sociale de la Cour de cassation

Marion Fontaine, commentaire n° 7

Professeure des universités en histoire contemporaine ; Centre d'histoire de Sciences Po

Jean-Yves Frouin, commentaires n° 43 et 44

Magistrat honoraire, Ancien président de la chambre sociale de la Cour de cassation

Bernard Gauriau, commentaire n° 28

Professeur à l'Université d'Angers

Frédéric Géa, commentaire n° 24

Professeur à la Faculté de droit de Nancy ; Université de Lorraine

Odile Join-Lambert, commentaire n° 12

Professeure des universités ; Laboratoire Printemps – Université Versailles Saint-Quentin

Morane Keim-Bagot, *commentaire n° 9*

Co-responsable du Master droit social interne, européen et international, Université de Strasbourg - UMR 7354 DRE

Hervé Lanouzière, *commentaire n° 48*

Membre de l'Inspection générale des affaires sociales ; Directeur de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Jean-Pierre Le Crom, *commentaires n° 25 et 27*

Directeur de recherche émérite au CNRS. UMR Droit et changement social

Claire Lemerrier, *commentaires n° 3, 5, 8 et 15*

Directrice de recherche au CNRS ; Centre de sociologie des organisations

Grégoire Loiseau, *commentaire n° 53*

Professeur de droit à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Pascal Lokiec, *commentaire n° 54*

Professeur de droit à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Christophe Mariano, *commentaire n° 39*

Maître de conférences à l'Université Clermont Auvergne ; Centre de recherche Michel de l'Hospital (UPR 4232)

Arnaud Martinon, *commentaire n° 55*

Professeur à Paris Panthéon-Assas Université

Fabrice Melleray, *commentaire n° 30*

Professeur des universités à l'École de droit de Sciences Po

Michel Morand, *commentaire n° 40*

Avocat associé, HDV avocats ; Ancien Professeur associé à l'Université d'Auvergne

Yannick Pagnerre, *commentaire n° 37*

Professeur à l'Université d'Évry-Val d'Essonne

Laurence Pécaut-Rivoliér, *commentaires n° 50 et 57*

Conseiller à la Cour de cassation ; Membre du collège de l'Autorité de régulation, de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom)

Christophe Radé, *commentaire n° 38*

Professeur à la faculté de droit de l'Université de Bordeaux

Jean-Emmanuel Ray, *commentaire n° 52*

Professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Hubert Rose, *commentaires n° 10, 42 et 46*

Ancien directeur du travail

Paul-André Rosental, *commentaires n° 17 et 36*

Professeur des universités en histoire contemporaine ; Directeur du Centre d'histoire de Sciences Po

Stephen W. Sawyer, *commentaire n° 4*

Professeur d'histoire française à l'Université américaine de Paris (AUP) Directeur du Center for Critical Democracy Studies à l'AUP

Yves Struillou, *commentaires n° 1, 29, 32, 35, 41 et 50*

Ancien membre du Conseil d'État ; Ancien directeur général du travail

Matthieu Tracol, *commentaire n° 41*

Docteur en histoire contemporaine ; Professeur agrégé d'histoire

Pierre-Yves Verkindt, *commentaire n° 31*

Professeur émérite l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Catherine Vincent, *commentaire n° 42*

Sociologue, chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires)

Au nom de toutes les autrices et auteurs, que soient remerciés toutes celles et tous ceux ayant apporté leur concours à la concrétisation d'un projet collectif en ayant répondu favorablement aux demandes d'accès à leurs archives ou accepté de porter une attention aussi scrupuleuse que constructive à la relecture des textes et de leurs commentaires ou, enfin, en ayant soutenu celles et ceux qui ont participé à la réalisation de l'ouvrage.

